

résolutions adoptées lors du congrès de fondation de ce parti, ses membres sont déterminés à se débarrasser de l'OTAN et du pacte de Varsovie du même coup. Les membres de notre groupe ne préconisent aucune mesure de ce genre.

Le Nouveau parti démocratique est également convaincu que l'OTAN ne devrait pas devenir une puissance nucléaire. Je déclare, monsieur l'Orateur, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) sera peut-être du même avis que moi, que, même si les armes nucléaires sont détenues par un seul pays, pourvu que leur contrôle puisse être réparti d'une façon efficace au sein d'une coalition des pays de l'OTAN, si on peut y arriver, que tous les membres de l'OTAN acceptent que l'OTAN dispose d'une force de dissuasion nucléaire, le Canada ne devrait pas refuser de participer à cette force de dissuasion collective. Si je pensais autrement, je préconiserais notre retrait de l'OTAN. Ce n'est pas là élargir le club nucléaire mais le restreindre. C'est remplacer le contrôle national des armes nucléaires par un contrôle international et collectif.

J'ose croire que la chose est possible, mais j'ignore si on y parviendra. Il sera très difficile d'en arriver là, mais il ne fait pas de doute que c'est le but qu'il faut viser, afin de circonscrire la force de dissuasion nucléaire au sein de l'OTAN— ne mêlons pas à cette question celle des bombes nucléaires stratégiques—d'en faire une sorte de force de réserve sous le contrôle de l'OTAN, peu importe qui détient les armes. Ainsi, si les premières lignes de l'OTAN sont attaquées, de quelque façon que ce soit, il sera possible de résister en utilisant d'abord des armes classiques, et assez longtemps pour que soit prise la décision politique dont dépendra peut-être le sort de l'humanité.

Il me semble que c'est là une attitude très compréhensible; cela ne veut pas dire que nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes en faveur des armes nucléaires en tant que telles. (*Exclamations*) Sûrement pas. (*Rires*) Laissons rire les honorables vis-à-vis. Ils sont peut-être partisans des armes nucléaires. Nous préconisons la mise au rancart des armes nucléaires, l'abolition des essais et de toutes les armes, la suppression de la guerre qui représente l'immoralité ultime. Mais nous n'allons pas prendre maintenant des mesures qui nous feraient manquer aux engagements pris, tant que nous n'aurons pas eu la possibilité d'examiner à nouveau le principe sur lequel se fonde la politique de défense et que nous n'aurons pas trouvé pour le Canada une politique de défense plus satisfaisante que celle qui a été appliquée ces cinq dernières années. Ce qui ne veut pas dire—même si, à dessein, on prête à mes paroles

ce faux sens—que le lendemain du jour où nous accepterions ces armes, nous ferions fi de l'accord conclu et entreprendrions des négociations afin de nous dégager immédiatement de cette promesse. Cela serait, bien entendu, impossible. Il faudra du temps et des efforts, car nous agissons de concert avec nos amis, mais pendant tout ce temps-là nous continuerons à faire en sorte que les hommes que nous avons outre-mer disposent des armes nécessaires à l'accomplissement de la tâche qui est leur.

A notre avis, le Canada pourrait mieux accomplir une foule de tâches autres que celles que l'on nous a soumises au cours des dernières années ou au cours de la dernière décennie et demie si l'on veut, car ce sont des questions qui remontent à avant 1957. Mais le fait est que nous avons maintenant accepté un certain engagement et que nous y ferons honneur jusqu'à ce que nous trouvions pour le Canada une politique de défense plus satisfaisante qui rendra inutiles, je l'espère, ce genre d'arme.

Je ne vais même pas dire que nous renoncions dans l'idée de ne plus jamais pouvoir nous servir d'armes nucléaires, parce qu'à ce moment-là l'OTAN posséderait peut-être une véritable force de dissuasion et, en ce qui me concerne, je ne m'engagerai pas d'avance à refuser de participer à une entreprise de défense (de l'OTAN) de ce genre.

Il y a la situation concernant notre politique de défense. Je suis convaincu que nous pouvons réaliser cet accord en collaborant avec nos amis, nos amis de Washington, pour ce qui est de la défense du continent, nos amis de l'OTAN en ce qui a trait à la défense des pays membres. Le premier ministre ne relève pas la dignité du débat sur ces questions en disant que lorsqu'un membre de notre groupe se rend outre-frontière c'est pour recevoir des instructions et revenir ici faire un discours. C'est là le genre d'insinuations mesquines dont le premier ministre a le secret.

Le premier ministre a monté en épingle le fait que nos politiques sont conçues au Canada même. Qui en douterait? Qui donc a conçu les politiques au Canada de 1935 à 1957? Si vous croyez que le Canada, ces années-là, était un satellite des États-Unis, allez à Washington et interrogez les personnes qui occupaient alors les postes de commande. Allez aux Nations Unies et apprenez quelle y était la politique canadienne et si le Canada était le satellite de tel ou tel pays.

**Une voix:** Parlez-nous du canal de Suez.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Qui a conçu, en 1938, la politique qui a tenu la Grande-Bretagne à l'écart?